



Observatoire des pesticides : un bilan des actions 2006-2008

13/03/2009 00:00

L'Observatoire des résidus de pesticides, placé sous l'égide de l'Afsset depuis 2005, a présenté les résultats de son plan d'actions 2006-2008, à l'occasion d'un colloque qui s'est tenu à Paris les 11 et 12 mars.

Le plan 2009-2011 appuiera quant à lui la mise en œuvre du plan Ecophyto 2018.

Evaluer par [Sabine Casalonga](#)

Après l'annonce en septembre du plan Ecophyto 2018 –qui vise la réduction de 50% de l'usage des pesticides d'ici 10 ans, l'adoption du paquet Pesticides par le Parlement européen en janvier dernier signe le renforcement du contrôle de leur usage. Il était temps. Surtout en France, premier consommateur de pesticides en Europe (77.300 tonnes utilisées en 2007, soit plus de 5 kg/ha/an). La présence de pesticides dans l'environnement et les aliments est en effet attestée par de nombreuses études. Cette contamination généralisée expose tout un chacun à des doses infimes de résidus divers potentiellement toxiques et pose la question de l'impact sanitaire pour la population. De fait, l'exposition à long terme à de faibles doses, bien que difficile à évaluer, est suspectée d'être à l'origine de cancers, de neuropathologies et de troubles de la reproduction ou du développement.

C'est dans ce contexte qu'est né l'Observatoire des résidus de pesticides (ORP) en 2001, à l'initiative des 4 ministères chargés de l'écologie, de la santé, de l'agriculture et de l'économie. L'ORP a pour mission de caractériser les expositions aux pesticides de la population et des écosystèmes en exploitant les données existantes, et d'identifier les besoins de recherche complémentaires. L'ORP avait notamment vocation à mettre en œuvre deux actions du Plan national santé environnement (PNSE I: 2004-2008). Coordonné depuis 2005 par l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (Afsset), l'ORP rassemble 25 agences sanitaires, instituts, et organismes de recherche.

Le premier plan d'actions (2006-2008), doté d'un budget de 4 millions d'euros, était structuré autour de 22 actions, dont 19 seront finalisées début 2009, les trois autres étant achevées. Des constats et des propositions ont déjà pu être établis. En premier lieu, afin de mieux valoriser les informations existantes, des listes prioritaires en fonction des milieux ont été créées, totalisant 70 substances. Ensuite, plusieurs travaux ont permis de mettre en lumière la présence de pesticides dans des milieux jusqu'alors peu investigués (sols, mer). Ainsi, une étude-pilote menée sur le grand nord de la France par l'Institut national de recherche agronomique (Inra) et le Groupement d'intérêt scientifique (GIS) Sols, a montré la présence de lindane, un insecticide interdit depuis 1998, dans 100% des échantillons de sols analysés. L'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (Ifremer) et l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (Ineris) ont également montré l'importance des dépôts aériens de pesticides dans la mer et sur le littoral.

Parmi les autres résultats marquants figurent ceux d'une étude de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) sur l'exposition aux pesticides via des aliments réellement consommés, c'est-à-dire après préparation ou cuisson. «On constate que la transformation des produits ne fait pas disparaître les résidus», relate François Veillerette du Mouvement pour le droit et le respect des générations futures (MDRGF), présent au colloque et plutôt insatisfait. «Plusieurs projets intéressants ont été présentés mais leur financement n'est pas encore garanti. En outre, nous n'avons toujours pas la moindre idée de l'exposition de la population générale», souligne-t-il. Face à la lenteur des recherches, MDRGF prône l'application du principe de précaution et notamment l'abaissement des Limites maximales résiduelles (LMR).

Le deuxième plan d'actions (2009-2011), organisé autour de 27 actions, contribuera à la mise en œuvre du PNSE II, des lois Grenelle I et II et du plan Ecophyto 2018. Pour suivre les progrès de ce dernier, un dispositif de suivi quantitatif des pesticides utilisés en France sera mis en place dès 2009. Des études permettant de caractériser l'exposition réelle des Français –par l'analyse de pesticides dans le sang, les urines ou les cheveux- seront également lancées. Elles permettront de choisir les mesures de remédiation les plus adaptées. Le budget de ce plan, en cours de négociation, devrait être communiqué en avril.

L'approche régionale est également mise en avant dans le double objectif de faciliter les échanges sur les bonnes pratiques et d'intégrer les spécificités agronomiques et climatiques des territoires. «Le plan d'actions visera à identifier les méthodologies régionales efficaces pour caractériser les usages, les évolutions des pratiques et les connaissances des expositions», précise l'Afsset dans son communiqué. Enfin, un système d'information géographique regroupant la totalité des données sur les résidus de pesticides sera mis en place. Il complètera la carte de France interactive de l'exposition aux pesticides, mise en ligne en 2007.

Sur le modèle de l'ORP, d'autres observatoires devraient voir le jour chez nos voisins européens, conformément aux exigences du paquet Pesticides dont l'application est prévue pour 2011.